



**GHT SOMME LITTORAL SUD**

**DIRECTION DES ACHATS**

Service juridique des contrats

**ACCORD CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

**CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES**

Le Pouvoir Adjudicateur :

CHU Amiens Picardie – (Etablissement support du GHT SOMME LITTORAL SUD)  
1 rond-point du Professeur Christian Cabrol  
80054 AMIENS CEDEX 1

Objet de la consultation :

**Prestation de transports d'équipes chirurgicales, transports d'organes et de greffes et/ou matériels  
lors des prélèvements et transports d'enfants AFT**

Marché passé en procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2, R.2124-2  
1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.



## Table des matières

Article 1 - Objet du marché .....	3
Article 2 – Allotissement .....	3
Article 3 – Description de la prestation.....	3
3.1. Informations générales.....	3
3.2. Caractéristiques spécifiques au lot 1 .....	3
3.3. Caractéristiques spécifiques au lot 2 .....	4



## **Article 1 - Objet du marché**

Le présent cahier des clauses techniques particulières fixe les conditions d'exécution de l'accord cadre concernant les prestations de transports d'équipes chirurgicales, transports d'organes et de greffes et/ou matériels lors des prélèvements ainsi que les transports d'enfants AFT pour les besoins ponctuels respectivement du CHU Amiens-Picardie et du CH d'Abbeville.

## **Article 2 – Allotissement**

L'accord cadre est composé de deux lots :

- Lot 1: Prestation de transports d'équipes chirurgicales, transports d'organes et de greffes et/ou matériels lors des prélèvements - (CHU Amiens Picardie).
- Lot 2: Prestation de transports d'enfants AFT (Accueil Familial Thérapeutique) – (CH ABBEVILLE)

## **Article 3 – Description de la prestation**

### **3.1. Informations générales**

L'accord cadre concerne les prestations de transports d'équipes chirurgicales, transports d'organes et de greffes et/ou matériels lors des prélèvements ainsi que les transports d'enfants AFT pour les besoins respectivement du CHU Amiens-Picardie (Lot1) et du CH d'Abbeville (Lot2).

La prestation correspond à un transport de voyageur par taxi, s'agissant d'un véhicule adapté au transport de personnes avec chauffeur, loué au kilomètre parcouru et au temps de la course.

Le véhicule doit être propre à l'intérieur et à l'extérieur. Les équipements de sécurité doivent être conformes, entièrement vérifiés et adaptés. Le véhicule doit disposer de suffisamment d'autonomie en carburant pour réaliser la course.

Les véhicules sont des véhicules d'une capacité maximale de 6 places, conducteur compris.

Le kilométrage de la course s'effectuera du premier point de prise en charge jusqu'à la destination indiquée. Les kilomètres effectués à vide ne seront pas comptabilisés.

Le titulaire du contrat doit pouvoir répondre aux modifications d'honoraires imprévus.

Le titulaire doit être capable d'assurer plusieurs courses en simultanés.

### **3.2. Caractéristiques spécifiques au lot 1**

Le Lot 1 concerne les prestations de transports d'équipes chirurgicales, transports d'organes et de greffes et/ou matériels lors des prélèvements pour les besoins ponctuels du CHU Amiens Picardie.



La ponctualité est primordiale, s'agissant de transports d'équipes chirurgicales et/ou d'organes et de greffes pour transplantation.

Le véhicule devra être adapté pour le transport d'une équipe de 5 personnes maximum et le chargement de matériel médical (25 kg maxi).

Le titulaire s'engage à mettre en place une astreinte 7 jours /7, 24h/24 et 365 jours par an.

Le titulaire s'engage à intervenir dans un délai maximum de 30 mn après appel de la coordination transplant pour effectuer le chargement des équipes au CHU Amiens Picardie au lieu défini sur le bon de commande.

Le titulaire du marché ne pourra pas transporter simultanément d'autres voyageurs que les usagers identifiés par le CHU Amiens Picardie.

Au démarrage de l'accord cadre, le titulaire du marché contactera le cadre du service de l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre afin que ce dernier donne les instructions nécessaires au bon déroulement de sa mission. Les coordonnées du cadre du service seront transmises après l'attribution du marché lors de la réunion de prise de contact avec l'établissement.

### **3.3. Caractéristiques spécifiques au lot 2**

- **Obligations du titulaire**

L'organisation des thérapies nécessite aujourd'hui l'engagement simultané de plusieurs véhicules pour assurer les courses dans le respect de la ponctualité et ne pas désorganiser nos services.

Le titulaire s'engage à mettre en place sa prestation maximum 6 jours /7, du Lundi au Samedi, suivant le planning validé par l'établissement CH Abbeville.

La ponctualité et la stabilité de l'équipe sont primordiales, s'agissant de transports d'enfants en thérapie, potentiellement très sensibles aux changements, aux retards et aux aléas ainsi que pour ne pas désorganiser les services de thérapie de l'établissement CH Abbeville.

Le chauffeur s'engagera au respect des consignes de dépose des enfants, notamment remettre l'enfant à un adulte identifié sur le lieu de dépose.

Le prestataire s'engage à effectuer le retrait d'un chauffeur qui n'aurait pas un comportement adapté aux transports des enfants en AFT et à proposer une solution dans les meilleurs délais en concertation avec l'interlocuteur du CH Abbeville.

Les véhicules doivent être adaptés au transport d'enfants, notamment avec des moyens adaptés au transport des enfants < 10 ans conformément au code de la sécurité routière.



Afin d'assurer le meilleur contact possible avec les familles et les intervenants, le service devra, autant que possible, être assuré par le même chauffeur, ou le même remplaçant, à désigner par le prestataire, en cas d'indisponibilité de ce dernier.

Le titulaire du marché ne pourra pas transporter simultanément d'autres voyageurs que les usagers identifiés par le CH Abbeville.

Les enfants et adolescents doivent être transportés assis, dans les conditions appropriées de sécurité, compte tenu de la réglementation en vigueur. Le prestataire s'engage à transporter les enfants en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Le chauffeur doit pouvoir être joignable par l'établissement pendant sa tournée sans que cela ne puisse mettre en danger sa sécurité et celle de ses passagers. A ce titre, il fournira le(s) numéro(s) de téléphone au(x)quel(s) il pourra être contacté, ainsi qu'un moyen de communication à l'aide duquel l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre pourra lui adresser l'avis relatif à la suspension des transports en cas d'intempéries.

Les chauffeurs désignés devront prendre contact en amont avec l'AFT afin de pouvoir établir un premier contact et prendre en compte les caractéristiques associées à l'enfant.

Pour le retour à domicile, sauf dérogation donnée par l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre, le chauffeur devra impérativement déposer l'enfant ou l'adolescent à une personne responsable (parent, ou autre personne) dûment désignée.

Au démarrage de l'accord cadre, le titulaire du marché contactera le cadre du service de l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre afin que ce dernier donne les instructions nécessaires au bon déroulement de sa mission, afin de présenter les particularités de chaque enfant si besoin.

Le transport des enfants nécessitant des équipements adaptés pour leur mise en sécurité, le titulaire s'engage à fournir des équipements récents, fonctionnels et conformes. Les équipements suivants sont indispensables :

- Les ceintures de sécurité et/ou harnais obligatoires à chaque siège ;
- Appui-tête chaque fois que cet accessoire est nécessaire (avis médical) ;
- Rehausseur pour les enfants les plus jeunes ;
- Siège auto adapté au poids de l'enfant.

Le titulaire du marché devra assurer les rencontres nécessaires au bon déroulement des prestations avec le représentant de l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre.



Le service sera exécuté conformément aux trajets, points d'arrêts, aller et retour, ainsi qu'aux horaires et aux jours de fonctionnement du service concerné.

Tout autre arrêt que celui du dépôt de l'enfant ou d'une circonstance d'urgence, n'est pas autorisé.

Le titulaire s'engage à organiser le service de telle sorte que l'enfant transporté puisse respecter ses horaires de présence dans l'établissement.

En cas d'indisponibilité totale le titulaire préviendra l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre ou son représentant légal afin que ce dernier puisse prendre les dispositions nécessaires pour assurer le transport. Les services non exécutés ne seront pas rémunérés.

Lors du transport retour à domicile, sauf cas particulier, le chauffeur devra s'assurer que l'enfant est attendu au point de dépôt. En aucun cas le chauffeur ne devra déposer l'enfant si ce dernier n'est pas attendu par un parent ou adulte autorisé. Une liste précise des enfants autorisés à rentrer seul à leur domicile ainsi que le nom des personnes autorisées à accueillir l'enfant en dehors des représentants légaux sera transmise aux chauffeurs, et mise à jour régulièrement.

Pour les enfants non autorisés à rentrer seuls à leur domicile, en cas d'absence d'une personne autorisée à accueillir l'enfant au point de dépôt, ce dernier devra être ramené au point de départ, à l'établissement.

Aucun accompagnateur, hors personne désignée par l'établissement en charge, n'est autorisé.

Le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité dans l'exercice de ses fonctions, en dehors de la transmission impérative au responsable du service des transports ou à défaut à un membre de l'équipe éducative, en ce qui concerne les informations reçues.

Le titulaire du marché ne peut mettre en application toute mesure, de quelque ordre que ce soit, qui puisse remettre en cause l'équilibre financier du contrat, sans un accord formel écrit de l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre.

L'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre pourra être amené, dans un délai de prévenance jusqu'à 30 minutes, à annuler les transports pour des motifs impérieux sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

Les véhicules du titulaire devront être équipés d'un système de condamnation des portières à commande du poste de conduite.

- **Obligations de l'établissement**



L'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre transmet au titulaire l'ensemble des informations nécessaires à la mise en place des services de transports, il définit les modalités suivantes :

- La liste des enfants (noms et prénoms de l'enfant, noms-prénoms-numéros de téléphone l'**AFT**, adresses de prise en charge, destinations) : celle-ci n'est pas définitive, elle peut évoluer dans le temps en fonction de la scolarité des enfants, de leur lieu d'habitation, ou de tout autre élément imprévisible pouvant modifier le déroulement du service.
- En cas de modification, seul l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre est décisionnaire, celui-ci avertira le titulaire du marché dans les plus brefs délais et l'informerait de la suite à donner.
- Le nombre de jours de fonctionnement des services.
- Toutes informations susceptibles d'être nécessaires au bon fonctionnement du service.
- Le suivi qualité du service : Notamment ponctualité, propreté et état des véhicules, organisation des services.

Il peut à tout moment faire effectuer, par tous les moyens, et notamment par des agents dûment mandatés, les contrôles qu'il juge utile en vue de s'assurer de la bonne exécution et de la qualité des services, du respect des clauses administratives et financières du présent accord cadre, et des conditions de sécurité.

L'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre s'assure que l'exécution des prestations a été faite dans le respect des clauses techniques du marché. L'établissement pourra réclamer tout document technique ou pièces administratives nécessaires à ce contrôle sans que le titulaire du marché puisse émettre des réserves.

Nonobstant les autres contrôles qui pouvant être effectués par les services de l'Etat sur le respect par l'entreprise des différentes réglementations régissant le domaine des transports publics de voyageurs, l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre peut effectuer à tout moment à bord des véhicules, les contrôles qu'il juge utile en vue de s'assurer du respect de l'ensemble des clauses techniques du présent accord cadre.

Les contrôles portent sur les éléments suivants :

- Permis de conduire des chauffeurs ;
- Contrôles techniques ;
- Attestation d'assurance ;
- Etat d'entretien et de propreté des véhicules :



- Carrosserie extérieure
- Etat des pneumatiques
- Etat des optiques de phares
- Etat des indicateurs de direction
- Propreté du pare-brise
- Dossiers/sièges
- Propreté Habitable
- Intégrité et propreté des parois intérieures
- Le respect des horaires, des lieux d'origines et des destinations.
- Les dispositions de mises en œuvre par l'entreprise en cas d'incident

En cas d'insuffisance d'entretien et/ou de défaut constaté du matériel, l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre met le titulaire en demeure d'y remédier. Si ce dernier conteste la mise en demeure, l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre se réserve le droit de faire procéder par un expert au contrôle du matériel, et d'y remédier dans le délai fixé par l'expert, aux frais du titulaire.

L'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre ne peut être tenu pour responsable des éventuelles perturbations occasionnées dans l'usage de la route (travaux, manifestations...).

- **Modifications des paramètres d'un circuit**

Par la suite, le titulaire porte à la connaissance de l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre toutes les mesures qu'il souhaite engager pour améliorer les conditions de desserte et les différentes actions à entreprendre, que ce soit en termes de productivité, organisation des dessertes, qualité et sécurité, et, notamment :

- Localisation et aménagement des arrêts ;
- Largeur de chaussée ;
- Visibilité insuffisante ;
- Demi-tours dangereux ;
- Virages.

Le titulaire est soumis à une obligation de conseil envers l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre, ainsi le titulaire pourra proposer des modifications aux missions qui lui sont assignées pour améliorer la sécurité des services ainsi que leur productivité. Il appartient au titulaire de proposer toute modification qu'il jugerait opportune dans les meilleurs délais, toute réduction de circuit, tout





changement de capacité des véhicules ou toute réutilisation de véhicules dans la condition exclusive de garantir la bonne prise en charge du public dans les délais prévus contractuellement.

La carence d'information concernant un élément de nature à compromettre la sécurité des usagers ou des tiers engagera la responsabilité du titulaire.

L'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre pourra être amené, dans un délai de prévenance jusqu'à 30 minutes, à annuler les transports pour des motifs impérieux sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnité.

#### **Article 4 – Obligations communes aux deux lots**

Le titulaire du marché devra assurer les rencontres nécessaires au bon déroulement des prestations avec le représentant de l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment pour ce qui concerne le contrôle technique des véhicules et la sécurité des voyageurs.

Il est tenu d'assurer la continuité des services quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure, caractérisant tout événement indépendant de la volonté du titulaire, imprévisible dans son exécution et irrésistible ou interdictions de rouler.

- Gestion des incidents

Le titulaire devra être apte à gérer les imprévus dans l'exécution du service et assurer la continuité du service public sans mettre en péril les usagers, en cas de panne, d'accident, d'intempéries de forte intensité.

Lorsqu'à la suite d'un événement imprévisible, le chauffeur se voit dans l'impossibilité de respecter l'itinéraire ou les horaires, il lui appartient d'adopter les meilleures conditions possibles pour réaliser le service. Il est tenu d'en informer l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre.

Dans l'hypothèse où la perturbation est susceptible de durer plusieurs jours, le titulaire propose par écrit à l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre les dispositions qu'il met en œuvre pour pallier les difficultés rencontrées.

En cas de panne ou d'accident ne permettant pas au chauffeur d'assurer le transport ou d'achever un circuit commencé, ce dernier s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour acheminer les passagers vers leur destination. Il en informera l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre dans les plus brefs délais.



Le titulaire est tenu d'informer l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre de son incapacité à exécuter un service, en cas d'incident ou de toute modification nécessaire pour permettre la bonne exécution du service

Lorsqu'il s'agit d'un accident ou d'un accrochage ayant pu mettre en question la sécurité, même sans incidence corporelle, le titulaire dispose d'un délai maximum d'une heure pour informer l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre et mettre en œuvre les moyens nécessaires pour acheminer les passagers. Le titulaire est tenu d'adresser à l'établissement en charge de l'exécution de l'accord cadre, dans un délai maximum de 48h suivant les faits, une fiche d'incident-accident dûment remplie relatant les circonstances, la façon dont l'incident ou l'accident a été traité, le cas échéant les actions correctives à mettre en œuvre.

- Personnel de conduite

Le titulaire du présent accord cadre affecte le personnel de conduite qualifié nécessaire à l'exécution du service, en conformité avec les exigences professionnelles et réglementaires.

Le titulaire devra s'assurer régulièrement des obligations découlant :

- Du code de la route : Validité du permis de conduire des conducteurs employés par ses soins, Visite médicales, etc...
- Du code du travail : Durée de conduite, Période de repos, etc...

Les conducteurs doivent présenter toutes les garanties de professionnalisme, de moralité, de sobriété ainsi que d'aptitude relationnelle et psychologique pour le contact avec les personnes transportées. Le conducteur doit faire preuve, dans l'exécution de son service, d'un comportement irréprochable vis-à-vis de ce public.

Le titulaire du présent accord cadre s'engage à remplacer soit à son initiative, soit à la demande de la personne publique et dans les limites permises par le code du Travail, immédiatement les agents dont le comportement met en cause la sécurité des personnes et des biens et, sous 48H, ceux coupables d'autres manquements tels que l'inobservation grave et répétée des lois et règlements, le non-respect du cahier des charges.

Le titulaire a l'entière responsabilité du bon état des matériels nécessaires à l'exécution des services. Il s'engage à en assurer le bon entretien et donner une entière sécurité d'emploi. La puissance du matériel, sa qualité, son confort et sa propreté doivent répondre aux besoins des usagers.



Le titulaire du marché assure la réalisation des investissements nécessaires à l'exécution du service, notamment les véhicules.

Chaque véhicule doit être équipé d'un moyen de communication embarqué permettant une liaison entre le conducteur, l'entreprise, et les services de secours afin de permettre une réaction optimum en cas d'incident.

Les véhicules de remplacement ne doivent être utilisés que de manière occasionnelle, sauf en cas de panne, entretien normal, contrôles et passages au service des mines.

#### **Article 5 – Suivi des prestations**

Le titulaire doit impérativement transmettre trimestriellement des tableaux de bord des transports effectués pour cet accord cadre faisant apparaître :

- L'établissement demandeur
- Le type de courses (transports GREFFE ou transports enfants AFT)
- Le nombre de courses réalisées
- Le nombre de kilomètres parcourus
- Le montant total facturé sur la période
- Les incidents sur la période
  - Retard confirmé
  - Incident ou accident ayant eu un impact sur la prestation
  - Autres

#### **Article 6 – Assurance**

Le titulaire s'engage à présenter aux établissements concernés une attestation d'assurance couvrant l'ensemble des risques liés à son activité de transport de voyageurs sur la période concernée.